

TURQUIE Nul ne sait quelle sera l'issue des troubles qui agitent Istanbul. Deux chercheurs analysent pour l'un, les racines historiques du mouvement de contestation, et pour l'autre, comment le régime du pays pourrait s'en trouver transformé.



SÉBASTIEN DE COURTOIS

L'historien à l'École pratique de hautes études* examine les scénarios possibles d'évolution de la crise politique en Turquie.

Quelles conséquences pour le régime et pour Erdogan ?

Le centre-ville d'Istanbul vient de connaître une nouvelle phase d'échauffourée. La tension ne semble pas baisser. Jusqu'aux petites heures du jour, ce sont encore des milliers de manifestants de tous âges – des *capulu* dans le langage du premier ministre Recep Tayyip Erdogan, des « pilleurs » – qui n'hésitent pas à remonter plusieurs fois une barricade aussitôt renversée par les véhicules blindés.

Le parc de Gezi, situé en bordure de la place Taksim, et déclencheur surprise de ce vaste mouvement, reste encore une citadelle assiégée où la police hésite à pénétrer. Comme les pas d'une valse bien maîtrisée, chacun joue son rôle avec enthousiasme et passion. Les jeunes dansent au son d'une musique libertaire ; la police à celle plus rythmée des canons à eau et du bruit sourd des grenades fumigènes. Mais ce n'est pas d'un ballet qu'il s'agit en ce centre vital d'Istanbul, mais du plus grand mouvement de contestation civile que connaît la Turquie depuis des décennies. Beaucoup de personnes rencontrées remercient, avec humour, le mépris et l'arrogance de leur « cher » premier ministre, pour avoir donné la chance aux opposants de se retrouver ensemble contre son autoritarisme. Les mots durs des premiers jours de Recep Tayyip Erdogan ont enflammé les esprits. Il aurait été facile par quelques formules bien choisies de désamorcer cette escalade dangereuse.

Mais là n'est pas son credo. Au contraire, il n'a cessé de jeter de l'huile sur le feu en insultant les manifestants, en maintenant ce projet inepte de reconstruction – à la place du parc de Gezi – d'une ancienne caserne ottomane et, encore, en appelant ses supporters à la rescousse pour jouer sur la division inconsciente d'un pays en deux camps, les « musulmans » contre les « laïcs ». Thème récurrent de la politique turque. Si l'on parle beaucoup d'Istanbul, la révolte s'est répandue comme une

« Il ne s'agit ni d'un Mai 68, ni d'un « printemps arabe » à rebours, ni même d'un Occupy Wall Street. (...) Le rôle de rassembleur de Recep Tayyip Erdogan n'est plus accepté, même en son propre camp »

trainée de poudre dans beaucoup de villes en Turquie. Des manifestations quotidiennes ont eu lieu dans la capitale Ankara, à Izmir, Rize, Tunceli, Adana ou Antalya, des villes représentant les différents centres et pourtours du vaste plateau anatolien. Il semble même qu'à Kayseri – ville ultraconservatrice – des gens aient osé défier la pesanteur sociale en exprimant à visage découvert leur désaccord avec la politique de l'AKP, le parti du premier ministre, au pouvoir depuis 2002. Quant aux régions kurdes de l'Est, à de rares exceptions près, elles n'ont pas encore bougé, attendant un

signe d'Abdullah Öcalan, le chef du PKK – le Parti kurde des travailleurs – qui, de sa prison, s'il a salué la foule de Gezi, n'a pas donné de consignes précises. Si les Kurdes décidaient de participer en masse à la contestation, les événements prendraient une autre tournure, comme la fin du processus de paix récemment négocié avec le PKK. Il ne faut pas le souhaiter.

À Istanbul encore, des manifestations quotidiennes continuent à se dérouler dans les quartiers alévis d'Eyyüp ou de Gazi, ces derniers étant très attachés au sécularisme et contre la politique « islamisante » du premier ministre. Les alévis sont entre 15 et 20 millions de citoyens. L'issue de ces semaines reste encore incertaine. Le choix des mots est

important : il ne s'agit ni d'un Mai 68, ni d'un « printemps arabe » à rebours, ni même d'un Occupy Wall Street, car la Turquie possède ses propres raisons d'en arriver là.

Au plan intérieur, le rôle de rassembleur de Recep Tayyip Erdogan n'est plus accepté, même en son propre camp. La bonne santé apparente de l'économie turque ne suffit plus pour contenter les aspirations démocratiques des gens. Une série d'élections l'année prochaine, dont les municipales, seront un bon test de sa popularité, comme celui du projet de réforme de la

Constitution vers un régime présidentiel. Recep Tayyip Erdogan voudrait se maintenir à cette fonction taillée sur mesure jusqu'en « 2023 », date du centenaire de la République fondée par Kemal Atatürk, et dont le portrait redevient à la mode... Il y a encore quelques mois ce scénario était envisageable, il devient caduc.

Quant à l'international, les dégâts sont encore plus considérables. L'édifice patiemment monté depuis dix ans pour présenter son parti comme « démocrate-musulman » au lieu d'« islamo-conservateur » s'est effondré. Il n'est plus possible d'appeler le modèle turc à la rescousse – par facilité intellectuelle – pour les pays « arabes ». Il ne s'agit pas du seul procès d'un homme politique, celui de Recep Tayyip Erdogan trahi par sa mégalomanie, mais aussi celui d'un système, celui de l'AKP, au pouvoir depuis trop longtemps et rongé par les affaires de corruption, de népotisme, l'asservissement des médias, les atteintes répétées à la liberté d'expression et, surtout, la manipulation des symboles religieux de l'islam à des seules fins politiques. La grande énigme reste de savoir qui pourrait le battre aux élections. Pour l'instant, personne ne semble à la hauteur. On peut supposer – en l'absence de sondages – que sa popularité demeure importante dans son électoral de base. Pour beaucoup de Turcs, Gezi est déjà une victoire, celui de la fierté retrouvée.

* L'auteur vit à Istanbul.

» Lire PAGE 7



TARIK YILDIZ

L'auteur, chercheur au Centre de recherches sociologiques et politiques de Paris*, explique comment le pays en est arrivé à la situation actuelle.

La contestation en Turquie depuis Antioche

Arrivé au pouvoir le 3 novembre 2002, le Parti de la justice et du développement (Adalet ve Kalkınma Partisi, AKP) dirige la Turquie depuis près de onze ans. Se définissant comme un parti « conservateur démocrate », ce courant s'est distingué par son pragmatisme et sa capacité à s'imposer à l'administration militaire. Autonome, cette dernière occupait une place démesurée au regard de son poids politique et économique.

Depuis 2002, l'économie turque a, de plus, connu un développement sans précédent. Avec une croissance économique impressionnante (9,2 % en 2010, 8,5 % en 2011) un peu ralentie en 2012 (2,5 %), la plupart des indicateurs témoignent d'une stabilité remarquable dans un pays où les gouvernements de coalition se sont longtemps succédé. Les finances publiques turques affichent désormais une santé faisant envier bon nombre de pays, le déficit budgétaire étant de 2,1 % du PIB et le niveau de dette publique inférieure à 40 % en 2012.

Ce développement économique s'est accompagné d'une modernisation des infrastructures qui s'est notamment traduite par la mise en œuvre d'un tissu éducatif couvrant le territoire ainsi que la modernisation des hôpitaux et des routes. L'institution policière a également connu une transformation profonde en adoptant des méthodes plus souples. La petite corruption a par ailleurs connu une baisse importante, même si les conflits d'intérêts demeurent une réalité du pays.

Ce bilan particulièrement positif n'étudie cependant pas certaines rigidités, comme par exemple celle de la justice. Cette dernière continue de mener des actions à l'encontre de syndicalistes, artistes ou journalistes pour des motifs paraissant abusifs dans un état démocratique. Avec des revendications diverses, les manifestations survenues ces derniers jours traduisent pour partie la volonté de lutter contre certaines pratiques antidémocratiques.

Mehmet, 29 ans, manifeste depuis le début des événements à Antioche (dénommée également Hatay ou Antakya, NDLR). Traditionnellement paisible et citée en exemple pour sa tolérance millénaire, la ville a connu des tensions ces derniers mois, notamment liées à la politique syrienne du gouvernement. L'arrivée de réfugiés syriens, l'explosion d'une bombe ayant fait plus de 50 morts à Reyhanli et, plus récemment, la mort d'un manifestant, enfant de la ville, ont profondément changé l'atmosphère dans la région.

Concédant un bilan positif à l'AKP, Mehmet dénonce le non-respect des minorités politiques : « L'AKP a fait avancer la Turquie, je ne le conteste pas... Mais plus le temps passe, plus ils se fichent des oppositions, des personnes qui ne pensent pas comme eux... L'opposition n'est peut-être pas toujours constructive, mais il faut supporter les avis différents... » Bien qu'affichant son admiration pour Mustafa Kemal Atatürk, fondateur de la République turque en 1923, Mehmet prend ses distances avec les partis qui s'en réclament : « J'aime

Atatürk et je tiens à la laïcité. Mais je ne suis pas dogmatique. Par exemple, j'approuve la politique de restriction de la vente d'alcool la nuit : c'est ce qui tue le plus sur les routes ! Je ne me reconnais pas dans les autres partis, comme le CHP. Mais je veux que le gouvernement ait un contre-pouvoir. »

Outre ces critiques concernant le non-respect des oppositions, l'élément déclencheur de son envie de manifester a été la décision du gouvernement de

« Ces manifestations peuvent amener le gouvernement à devoir composer avec une opposition retrouvée, et ainsi maîtriser les risques inhérents à une trop longue pratique du pouvoir »

nommer le futur troisième pont du Bosphore « Yavuz Sultan Selim », du nom du premier sultan à avoir porté le titre de calife. Le massacre de milliers d'alévis est attribué à Selim I^{er}, dit « le Terrible », à la tête de l'Empire ottoman de 1512 à 1520 : « C'est un scandale ! Ce sultan est celui qui a massacré les alévis uniquement en raison de leur appartenance religieuse ! Comment accepter cela ? C'est ce qui m'a poussé dans la rue, à contester le gouvernement de tout cœur. Tout le monde ici est très choqué par cette décision : on aurait largement préféré que le pont s'appelle Recep Tayyip

Erdogan... Tout mais pas ça. »

Très remonté, Nasrettin, 35 ans, partage ce sentiment : « Mon grand-père, mon arrière-grand-père me racontaient les exactions de ce sultan... Le sang qu'il a fait couler par intolérance, par racisme pur... Tous les alévis, les alaouites ont été contraints de s'exiler dans les montagnes, de se cacher... Ce nom est insupportable à entendre pour une très grande partie de la population en Turquie : pourquoi attiser la haine ? Je ne comprends pas le gouvernement, qui a beaucoup changé depuis quelques années avec la crise syrienne... Avant, j'étais le premier à le féliciter de ses bons résultats, mais là, ce qu'il fait divise le pays. »

Nasrettin et Mehmet indiquent cependant qu'ils ne souhaitent pas que le mouvement se prolonge trop longtemps, notamment en raison de la présence de groupuscules plus radicaux et d'un risque de division accrue du pays. Opportunité pour l'AKP, ces manifestations peuvent amener le gouvernement à devoir composer avec une opposition retrouvée, et ainsi maîtriser les risques inhérents à une trop longue pratique du pouvoir. Si « la tolérance naïve du doute », comme l'écrit Raymond Aron, on ne peut qu'espérer que le gouvernement s'interroge davantage sur ses politiques et apaise ainsi les tensions qui s'exercent au sein de la société. Un mouvement d'autant plus nécessaire qu'une alternance politique à court terme ne semble pas réaliste : l'AKP restera probablement à la tête du pays pour de longues années. * Cresppa. L'auteur vit à Istanbul.